

## Reconstruire

Une dure réalité politique s'impose à nous : les scrutins du printemps, présidentiel et législatifs, ont été un véritable séisme pour les socialistes, en France comme en Bretagne. Les pertes en voix et en sièges sont considérables, un grand nombre de nos responsables nationaux sont battus. La défaite est cinglante. Et notre département ne fait pas exception à la règle.



Une nouvelle page à écrire pour le PS

Les socialistes en tirent un lourd sentiment d'injustice car le bilan qu'ils présentaient était loin d'être négatif. Les candidat.es sortant.es ne méritaient pas un tel désaveu et l'histoire rendra justice à François Hollande qui a permis de redresser le pays : dans une période particulièrement difficile, il a su assainir les comptes publics.

Ce n'est pas la première fois que le Parti Socialiste connaît une lourde défaite électorale : déjà en 1968 ou en 1993, les électrices et les électeurs avaient sévèrement sanctionné ses candidat.es. Mais à chaque fois, les socialistes ont su se retrouver, se remettre en questions et inventer de nouvelles solutions. La forme que doit prendre ce sursaut reste à inventer.

Car, même s'ils sont battus, les socialistes ne sont pas abattus. Dans les collectivités qu'ils dirigent, ils vont poursuivre leur action avec comme boussole leur volonté de réduire les inégalités et de promouvoir la justice sociale. Dans les communes, les départements et les régions, les socialistes développent des politiques éducatives, d'insertion, culturelles. Ce sont ses élu.es qui font avancer l'intercommunalité et les nouvelles formes de démocratie participative.

Le Parti Socialiste reste une force de propositions et d'opposition si nécessaire.

Mais le tsunami politique que vient de connaître notre pays exige une réflexion sans tabou et des réponses à la hauteur du désaveu.

Jean-Christophe Cambadélis a tiré toutes les conséquences de cette «**déroute**» en quittant la direction nationale du Parti Socialiste.

«**La gauche doit tout changer, la forme comme le fond, ses idées comme ses organisations. Elle doit ouvrir un nouveau cycle**», a indiqué le Premier secrétaire démissionnaire. «**Il s'agit d'un immense défi, d'une tâche de longue haleine**», a-t-il précisé.

L'ensemble des socialistes, en lien avec les sympathisants et les forces vives de la gauche, vont maintenant s'atteler à ce travail de réflexion et de propositions. Ils le feront aussi avec leurs camarades européens. Car la social-démocratie est confrontée aux mêmes défis dans l'ensemble de l'Europe. Même si la réalité politique de chaque pays est originale, partout, les populistes et les libéraux remportent des victoires tandis que la gauche peine à convaincre les électeurs.



## Bataille culturelle

Jamais, dans l'histoire, un pays n'a été ruiné à cause de l'immigration. L'émigration peut freiner le développement d'un pays, mais pas l'inverse.

L'idée selon laquelle les réfugiés seraient l'avant-garde d'une « invasion », ou que leur accueil ferait courir un grave danger pour nos finances publiques est totalement fautive, inventée par des groupuscules racistes, uniquement animés par la haine.

Ces militants vont même jusqu'à essayer de saboter les opérations de sauvetage des réfugiés en Méditerranée !

Il est temps de dire haut et fort que les réfugiés sont des victimes et que le « grand remplacement » n'existe que dans les fantasmes de quelques idéologues.

PS29

## Chiffre de la semaine

# 89 700

C'est le nombre d'emplois salariés créés au premier trimestre 2017. C'est le 10<sup>e</sup> trimestre de hausse consécutif.

# Lait : la casserole boue

«*En 1984, lorsque les quotas laitiers ont été mis en place, on vendait le litre de lait 2 francs. Aujourd'hui, on le vend 30 centimes d'euros*». Les producteurs de lait rassemblés, à l'appel de la FDSEA et des jeunes agriculteurs, devant la coopérative Even à Ploudaniel, le 13 juin, illustraient ainsi leur exaspération.



La coopérative Even de Ploudaniel bloquée

Dans leur viseur, les coopératives accusées de ne pas rémunérer à leur juste prix leur production. Venus de tout le pays de Brest, les manifestants étaient particulièrement remontés contre les représentants paysans au sein de ces coopératives, accusés de ne pas soutenir la profession.

Ce mouvement de protestation intervenait à un moment où les cours des produits laitiers, en particulier le beurre, connaissent une forte hausse. La consommation de beurre progresse aux États-Unis et en Chine. Suite à la publication d'études scientifiques et à la prise de conscience des ravages

provoqués par l'exploitation industrielle de l'huile de palme, les consommateurs d'Outre-Atlantique se détournent de la margarine et plébiscitent à nouveau le beurre, désormais paré de toutes les vertus diététiques. Au point que le prix de la tonne est passé de 2 500 à 5 300 euros entre avril 2016 et juin 2017.

**« Les coopératives doivent rémunérer correctement les producteurs. »**

Alors même que la Fédération des Entreprises de Boulangerie (FEB) lance un cri d'alarme face à la hausse des prix du coût d'une de leur matière première, les producteurs de lait, élément essentiel dans la fabrication du beurre, ne constatent aucune répercussion de cette flambée des prix sur leur rémunération.

«*Quand il y a des baisses, on les sent passer, mais jamais quand il y a des hausses*», s'indignait Julien Hindret, jeune agriculteur installé à Plouzané.

Vincent Penober, de la Confédération paysanne, estime également que les comptes des coopératives sont trop opaques et qu'il est très difficile de s'y retrouver entre toutes les filiales.

Pour le porte-parole de la confédération paysanne, la profession doit être plus unitaire. «*En créant une Organisation de producteurs (OP) transversale, nous serions plus forts pour négocier avec les laiteries et contrôler les volumes*», insiste-t-il. Mais il précise : «*c'est tout*

le système qui est à revoir pour une plus grande transparence et une régulation du marché». Il faut revoir les lois de modernisation de l'économie (LME) et la loi de modernisation agricole (LMA), comme avait commencé à le faire Stéphane Le Foll.

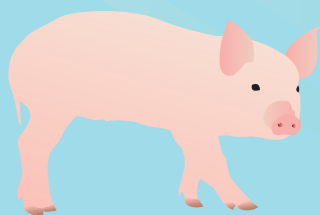
L'exaspération des jeunes agriculteurs s'explique aussi par un contexte plus général : «*À chaque fois qu'on nous a demandé de faire des efforts pour la qualité de nos productions ou les mises aux normes environnementales, nous avons répondu présents*», insiste Julien Hindret, qui exige maintenant que les autres acteurs de la filière prennent leurs responsabilités.



Julien Hindret : les producteurs sont à bout

Les agriculteurs qui ont bloqué la coopérative Even, le 13 juin, ne souhaitent pas fixer un prix pour leur production : «*nous voulons un prix rémunérateur, bien au-dessus de notre coût de revient*», ont-ils expliqué, laissant entendre que cette journée de mobilisation pouvait être la première d'une longue série...

## Une embellie pour le porc



Alors que les producteurs de lait ne voient pas leur rémunération progresser, ceux de porcs voient se dessiner enfin une amélioration de leurs revenus.

Le prix au kilo est passé, en un peu moins de six mois, de 1,05 à 1,50 euro le kilo. Plusieurs raisons expliquent cette embellie.

D'abord, l'offre et la demande s'équilibrent enfin sur le marché européen qui a retrouvé une relative stabilité. Ensuite, et surtout, le marché asiatique, en particulier chinois, a pris la relève du marché russe, toujours sous embargo. La progression des exportations vers l'Extrême-Orient s'explique par l'entrée en vigueur de nouvelles

normes environnementales qui ont provoqué l'abattage de nombreuses truies. Ces perspectives positives doivent être mises à profit pour anticiper et renforcer encore la filière qui va devoir affronter au moins deux défis de taille.

Le premier concerne l'installation des jeunes et les reprises d'exploitation. La crise a provoqué une baisse de la production de l'ordre de 10%. Cependant, comme dans tous les types d'exploitations la pyramide des âges des producteurs laisse apparaître de nombreux départs à la retraite dans les années qui viennent.

Le second concerne la question du bien-être animal. Les mises aux normes des exploitations représentent des investissements très importants pour les exploitants qui demandent à ce qu'ils soient, en partie, portés par les autres acteurs de la filière, en particulier la grande distribution.

# Merci !

« Il est des défaites dans l'honneur », a déclaré Michaël Quernez, candidat dans la 8<sup>e</sup> circonscription, au soir du 18 juin. Quel que soit le résultat des élections législatives, les candidats et militants du Parti Socialiste ont mené de belles campagnes dans leurs circonscriptions. Dans les trois circonscriptions où ils étaient en lice pour le second tour, Jean-Jacques Urvoas, Jean-Luc Bleunven et Michaël Quernez effectuent une belle, mais insuffisante, remontée par rapport au premier tour.

Le sentiment d'injustice est d'autant plus grand que les candidats sortants présentaient un excellent bilan. Tant à l'Assemblée que dans leurs circonscriptions Jean-Jacques Urvoas, Patricia Adam, Jean-Luc Bleunven, Gwenegan Bui et Chantal Guittet avaient fait honneur à notre département. Aux côtés des organisations syndicales, des associations, des responsables économiques, ils ont su défendre, avec détermination, les Finistériennes et les

Finistériens. À travers le monde, ils et elles avaient dignement représenté la France, y compris sur des théâtres d'opération où étaient engagés nos soldats.

Les député.es, avec leurs équipes parlementaires, ont, pendant cinq ans, œuvrés pour l'intérêt général, se faisant les porte-paroles des Finistérien.nes auprès du gouvernement.

Dans une période particulièrement difficile et dangereuse, ils ont su défendre la République et l'État de droit, comme Patricia Adam à la présidence de la

commission de la défense ou Jean-Jacques Urvoas à la chancellerie.

Partout dans le Finistère, des centaines de militants se sont mobilisés pendant des semaines pour accompagner et soutenir nos candidats. Ces milliers d'électeurs rencontrés aux portes des entreprises, sur les marchés, en réunions publiques ou en porte-à-porte ont vu des candidats et des militants sincères et déterminés, qui ont toujours mis en avant leurs propositions et ont mené des campagnes dignes. Ces rencontres, cette expérience seront précieuses pour les prochaines échéances électorales.

Le rôle des remplaçants doit aussi être salué comme il se doit : en retrait sur les documents officiels et dans les médias, ils ont joué un rôle important dans ces campagnes, complémentaires des candidat.es titulaires.

Les électeurs ont tranché : ils ont élu Emmanuel Macron au mois de mai et ont voulu lui donner une majorité en juin.



Nos candidat.es

## En savoir plus

### Fin des frais d'itinérance



C'est avec humour que le groupe socialiste français au Parlement européen a salué la fin des frais d'itinérance, pour la téléphonie mobile en Europe. « Ce n'est pas Sisyphe, mais ça y ressemble : depuis des années, le temps d'user plusieurs eurodéputés, attachés de presse et journalistes, les socialistes bataillent pour faire disparaître les frontières tarifaires qui existent en Europe en matière de téléphonie », rappelle le communiqué.

« C'est bien simple, le premier communiqué sur ce sujet date du 23 mai 2007 : fait notable, ce dernier ne posait pas la question des données... et pour cause, les Smartphones n'existaient pas encore !

Bref, nous nous félicitons une

nouvelle et dernière fois de voir enfin cette bataille aboutir et surtout que les citoyens puissent enfin profiter de cette avancée européenne concrète dans leur intérêt, cela l'année même des 30 ans d'Erasmus ! », concluent les eurodéputés socialistes. « C'est le visage de l'Europe utile qu'on aime ! »

### Fin de la grève à France bleu



Suite aux négociations engagées les 8 et 9 juin, les syndicats de France bleu ont levé leur préavis de grève.

« Cet accord préserve l'essentiel », s'est félicité le SNJ (Syndicat national des journalistes) de Radio France. « La diffusion de programmes locaux aux heures de grande écoute, l'existence d'une rédaction, donc de journaux

nationaux, qui permettent aux équipes locales de se concentrer sur l'actualité de leur zone. »

Cependant, le syndicat reste inquiet : « le contrat d'objectif signé avec l'État oblige Radio France à supprimer 280 postes ces trois prochaines années. France bleu, qui a déjà fourni plus que sa part d'efforts budgétaires ces dernières années ne pourra pas réduire davantage ses effectifs sans toucher davantage aux programmes de proximité ».

### Tourisme en Cornouaille

Secteur incontournable de l'économie bretonne, le tourisme et ses 57 000 emplois reste une filière en tension, en particulier dans le Pays de Cornouaille.

Afin d'y remédier, la branche professionnelle, Pôle emploi et le Conseil régional ont organisé, le lundi 19 juin, un temps d'échange sur les opportunités d'emploi et les voies de formation y conduisant.

Générateur de valeurs (8,1% du PIB régional en 2015) et d'emplois (4,8% de l'emploi régional en 2015), le tourisme est l'un des piliers de l'économie bretonne. En Cornouaille, plus de 6% de l'emploi salarié est lié au tourisme.

26 juin

20h30 : Conseil fédéral  
au local du PS à Brest.

10 septembre

Barbecue de rentrée des  
sections brestoises.

## Cap Finistère Le Breton Socialiste

CPPAP 1217 P 11428  
N° 1193 - Vendredi 23 juin 2017  
[www.ps29.bzh](http://www.ps29.bzh) - [cap-finistere@wanadoo.fr](mailto:cap-finistere@wanadoo.fr)  
26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER  
Tél. 02 98 53 20 22

Directeur de la publication : Marc COATANÉA

Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON  
Tél. 02 98 43 44 39  
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère  
Tél. 02 98 43 11 44 - Fax : 02 98 43 64 03

## S'abonner

Nom : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

.....

.....

Abonnement papier

Abonnement numérique

..... @ .....

Adhérents : 25 euros (papier) ;

20 euros (numérique)

Non adhérents : 50 euros (papier) ;

35 euros (numérique)

Chèque à l'ordre de :  
Fédération du Finistère  
du Parti Socialiste



# Défendre la République

Philip Nord

**Dans France, 1940, défendre la République, (Perrin), l'universitaire américain de Princetown, Philip Nord, spécialiste de l'histoire contemporaine française, remet en question la théorie selon laquelle la défaite s'expliquerait par la décadence de la société française sous la III<sup>e</sup> République.**

**Cap Finistère : D'où vient votre intérêt pour l'histoire contemporaine française ?**

**Philip Nord :** Elle trouve ses origines dans ma famille. Mon père est d'origine allemande et j'ai donc toujours eu un intérêt pour l'Europe. Adolescent, j'ai effectué un séjour en Suisse pour apprendre le français. Au hasard de mes lectures, je me suis passionné pour les romans français du XIX<sup>e</sup> siècle de Stendhal, Flaubert ou Victor Hugo. J'ai aussi eu la chance, à Chicago, de découvrir les peintres impressionnistes. Enfin, en 1968, j'étais étudiant à Columbia, à un moment où les campus américains étaient en ébullition. Or, qui dit Révolution, dit France de 1789. Et c'est donc tout naturellement que je me suis intéressé à l'histoire contemporaine française. Et lorsqu'on s'investit dans un sujet, il est naturel de vouloir l'approfondir.

**Cap Finistère : Pour vous, le Front populaire et la société française des années 30 ne sont pas responsables de la débâcle de 1940 ?**

**Philip Nord :** Absolument. Je reprends même les travaux de Robert Frank qui a démontré, au contraire, que le Front Populaire a permis le réarmement de la France. Les soldats français se sont bien battus en 1940 mais l'état-major n'a pas pris les bonnes décisions.

**Cap Finistère : Vous êtes particulièrement sévère pour l'état-major militaire.**

**Philip Nord :** Les plans de bataille originels n'étaient pas si mauvais. La ligne Maginot était infranchissable et en cas d'attaque le gros de l'armée française devait se précipiter en Belgique. Les Ardennes, considérées, elles aussi, à tort, comme infranchissables étaient le point faible de cette tactique. Mais au lieu d'envoyer les troupes vers l'est, l'état-major les a massées au Nord. Je montre dans mon livre qu'il aurait été possible d'attaquer Guderian sur son flanc, lorsqu'il a outrepassé ses ordres en fonçant vers la Manche. Mais pour cela, il aurait fallu que des ordres rapides soient donnés. Je suis effectivement sévère avec Weygand, Pétain et Huntziger qui étaient prêts à abandonner la République. On peut donc parler d'une « Révolution de Palais » qui a conduit à la chute de la République.

**Cap Finistère : L'idée du « réduit breton » était-elle pertinente ?**

**Philip Nord :** Difficile de répondre à cette question. Charles de Gaulle, en 1940, a effectivement évoqué l'idée de concentrer toute l'armée française en Bretagne, pour poursuivre la lutte contre l'Allemagne. Mais ce plan, très ambitieux, aurait demandé une longue préparation et la blitzkrieg l'en a empêché. Il aurait aussi fallu une volonté politique de défendre la République...

**Cap Finistère : Comment expliquez-vous qu'aucun historien français n'a défendu cette thèse avant vous ?**

**Philip Nord :** Ce n'est pas tout à fait vrai. Robert Frank et Jean-Louis Crémieux-Brilhac l'ont fait avant moi. Mais il est vrai que les historiens français sont parfois un peu nombrilistes et limitent leur champ de recherche aux frontières de l'hexagone. Or il faut faire de l'histoire comparative pour se rendre compte que la société française sous la III<sup>e</sup> République n'était pas si différente des autres sociétés démocratiques. L'idée d'une III<sup>e</sup> République décadente arrangeait beaucoup de monde. Les pétainistes, évidemment, qui voulaient abattre la République. Mais aussi les gaullistes, qui dénonçaient le « régime des partis ». Et enfin, pour une partie de la gauche moderniste, la III<sup>e</sup> République représentait l'inverse de la société dont ils rêvaient : une France de paysans, de petits commerçants, de petites gens. Pour les représentants de ces mouvements, la défaite de 1940 prouvait que la III<sup>e</sup> République était condamnée. Or, 1940 est avant tout une défaite militaire, qui a eu pour conséquence un changement de régime. Et cette défaite n'était pas irrémédiable.

